

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Troisième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 20 - 23 octobre 1997

## RAPPORTS SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS

Point 9 f) de l'ordre du  
jour



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.3/97/9-F/Add.1**  
26 August 1997  
ORIGINAL: ANGLAIS

### PROJET ÉQUATEUR 3096.01

#### Programme d'alimentation scolaire en vue d'améliorer l'enseignement de base dans les zones prioritaires

Coût total des produits alimentaires	7,4 millions de dollars
Coût total pour le PAM	9,8 millions de dollars
Date de l'approbation par le CPA	27 mai 1994
Date de la signature du plan d'opérations	24 février 1995
Date de l'acceptation de la lettre de démarrage	3 mars 1995
Date de la première distribution	1er décembre 1995
Durée de l'aide du PAM	Trois ans
Durée du projet au 28 février 1997	Quinze mois

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis. En février 1997, le taux de change était de 3 720 sucres pour un dollar.

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### **Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.**

Conformément aux décisions relatives aux méthodes de travail prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 1996, le Secrétariat s'est efforcé de préparer à l'intention du Conseil une documentation concise et orientée vers la décision. Les réunions du Conseil d'administration seront conduites avec efficacité, dans le cadre d'un dialogue et d'échanges de vues plus larges entre les délégations et le Secrétariat. Le Secrétariat poursuivra ses efforts afin de promouvoir ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite par conséquent les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en plénière par le Conseil.

Les fonctionnaires du PAM chargés du présent document sont les suivants:

Directeur du Bureau régional: J. Conway tel.: 6513-2267

Coordonnateur de programmes: R. Antolin tel.: 6513-2368

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 6513-2641).



## BUT DU PROJET ET DE L'AIDE DU PAM

1. L'objectif à long terme du projet est de contribuer à l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'enseignement élémentaire dans les régions pauvres.
2. Les objectifs immédiats du projet sont les suivants:
  - a) encourager les enfants issus de familles pauvres à fréquenter régulièrement les écoles primaires des régions prioritaires;
  - b) améliorer la capacité d'apprentissage des élèves du primaire en leur distribuant des compléments alimentaires pour apaiser leur faim pendant la classe;
  - c) mettre sur pied un programme d'alimentation complémentaire efficace, visant à renforcer le système éducatif, et dont la conduite pourra par la suite être confiée au gouvernement.
3. Les résultats escomptés du projet sont les suivants:
  - a) ramener de 30 à 15 pour cent le taux d'absentéisme parmi les enfants bénéficiaires;
  - b) servir un petit déjeuner à 500 000 enfants à raison de 160 jours par année scolaire et pendant trois ans, soit au total 240 000 000 rations;
  - c) appliquer un programme d'alimentation complémentaire, dont le gouvernement reprendra l'exécution, et qui devra se poursuivre avec régularité et efficacité, ayant pour bénéficiaires 500 000 enfants. En outre, l'Unité opérationnelle des repas scolaires, qui relève du Ministère de l'éducation et de la culture, sera renforcée.

## EXECUTION

4. La première phase du projet (1990-93) a été exécutée par l'Unité opérationnelle chargée de l'alimentation scolaire (UOAS), sous la responsabilité du Ministère de l'éducation et de la culture. Durant cette période, les hauts responsables se sont succédés au sein du ministère et de la direction du projet, ce qui a nui à l'exécution du projet. L'évaluation menée par le PAM avec la participation de la FAO et de l'UNESCO a révélé que l'impact du projet avait été atténué essentiellement du fait d'une administration inégale. La mission d'évaluation a recommandé que l'aide du PAM soit reconduite en raison des problèmes que connaît la population bénéficiaire et de la situation qui règne actuellement dans le pays, mais qu'un nouveau projet soit élaboré pour éviter les problèmes techniques et administratifs auxquels le PAM s'était heurté durant la première phase.
5. Le gouvernement ayant accepté les recommandations de la mission, la présente phase a été conçue pour être exécutée par l'UOAS, avec l'assistance technique du PNUD. L'UOAS est chargée de la planification, de la programmation, du suivi et du contrôle des opérations qui visent à atteindre les objectifs du projet. Une Unité de la gestion du projet (UGP), établie en collaboration avec le PNUD, est chargée de la gestion et de l'administration (passation des marchés avec les usines de



transformation pour la préparation des biscuits et des boissons, appels d'offres, distribution, paiement des fournisseurs et contrôle de la qualité).

6. L'UOAS se compose d'un coordonnateur national, d'un administrateur des finances, d'un comptable, d'un aide-comptable, d'un logisticien, de trois surveillants de l'aide alimentaire et de deux secrétaires. Dans les écoles, les associations de parents d'élèves, en collaboration avec les directeurs et les enseignants, prennent réception des produits alimentaires et participent à la préparation et à la distribution des repas aux enfants; ils apportent également des compléments tels que des condiments et des légumes frais.
7. Les bureaux de l'UGP se trouvent dans le bâtiment du PNUD; cette unité comprend un assistant technique principal; trois consultants spécialistes de la technologie et de la gestion des produits alimentaires, du suivi, et de l'administration; un analyste fonctionnel; une secrétaire; six agents de maîtrise sur le terrain et quatre agents de bureaux (chauffeurs, plantons).

---

## GESTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES

8. Au 28 février 1997, le PAM avait livré 13 740 tonnes de produits alimentaires au projet, représentant 58 pour cent de l'engagement (voir annexe I). Le lait écrémé et une partie de la farine de blé avaient été livrés à trois sociétés privées chargées de la préparation du petit déjeuner, composé d'une boisson nourrissante et de biscuits. Elles sont également responsables de l'emballage et de la livraison des produits aux écoles, laquelle se fait tous les 30 ou 60 jours, en fonction de l'accessibilité des écoles.
9. Une partie de la farine de blé a été monétisée à un prix moyen de 330 dollars la tonne et le blé à 205 dollars la tonne. Le produit des ventes doit être utilisé pour acheter des céréales de production locale (farine de quinoa, farine d'avoine ou de riz, farine de soja dégraissé) et du sucre pour la boisson. Durant la phase initiale du projet, les fonds alloués par le gouvernement pour la transformation, l'emballage, etc. ont servi à acheter des produits de production locale (voir annexe I).
10. Dans les écoles, les parents, en coordination avec les enseignants, préparent la boisson en ajoutant de l'eau chaude et différents parfums au mélange de céréales et la distribuent aux enfants tôt le matin, accompagnée de biscuits (trois par enfant). Les agents de maîtrise sur le terrain effectuent une visite mensuelle dans les écoles (environ 600 écoles par mois) pour évaluer l'efficacité des livraisons alimentaires et contrôler la préparation des aliments.

---

## CONTRIBUTION GOUVERNEMENTALE

11. Le résumé du projet chiffrait à 12 millions de dollars la contribution gouvernementale au projet pour une période de trois ans. Toutefois, lorsque le plan d'opérations a été négocié, cette contribution a été portée à 27 millions de dollars pour financer les dépenses de personnel, la transformation locale des produits, l'emballage, le transport, les matériaux, l'équipement et le suivi et l'évaluation (S&E), la vérification des comptes, etc. Au 28 février 1997, le gouvernement avait



versé au PNUD 8,3 millions de dollars, soit 80 pour cent de la contribution escomptée à cette date. L'importance de la contribution et la ponctualité des versements montrent que le gouvernement se sent davantage responsable du programme et qu'il est fermement résolu à l'appuyer. L'utilisation détaillée de 7,7 millions de dollars, soit 71 pour cent de la contribution, figure à l'annexe II.

---

## AIDE EXTERIEURE

12. Le projet, en collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), a préparé et diffusé une publication sur les moyens de prévenir les maladies provoquées par l'ingestion d'aliments contaminés. Cette brochure est disponible en espagnol et en quechua. L'UNESCO a participé à l'enquête initiale et le PNUD fournit une assistance technique dans les domaines de la logistique et de la gestion. Certaines des écoles du projet sont également intégrées dans le plan de développement de deux projets sur l'éducation financés par la Banque interaméricaine de développement (BID) (PROMECEB) et la Banque mondiale (EB/PRODEC), qui visent à améliorer la qualité de l'enseignement de base en renforçant les programmes scolaires, l'administration et l'infrastructure des écoles rurales et urbaines et en mettant les ressources humaines en valeur dans le secteur de l'éducation.
13. La Norvège a donné 300 000 dollars pour l'achat d'articles non alimentaires. A ce jour, 1 500 fourneaux améliorés, 3 000 marmites, 3 000 louches, 7 000 verres gradués et 550 000 tasses ont été achetés et distribués aux écoles du projet. Une contribution supplémentaire de 50 000 dollars a été versée pour mettre au point un système S&E.

---

## EVALUATION

14. Le système de suivi et d'évaluation des projets a été élaboré en consultation étroite avec le Ministère de l'éducation et le PNUD. Il ressort de l'enquête effectuée au début du projet que les enfants des régions montagneuses du pays présentent un déficit de 600 kilocalories par jour, souffrent de carences en calcium et en vitamine A et, comme leur famille, sont exposés à une forte insécurité alimentaire durant la saison des pluies et des semis.
15. Le petit déjeuner servi à l'école couvre environ 20 pour cent des besoins alimentaires des enfants, et les encourage à fréquenter l'école régulièrement. L'étude a aussi constaté qu'il n'existe aucune disparité flagrante entre les capacités d'apprentissage des garçons et des filles.
16. La méthode adoptée pour la sélection des bénéficiaires s'est avérée très efficace. Elle se fonde sur des critères techniques et socio-économiques établis par le système national de surveillance alimentaire et nutritionnelle, l'enquête sur la taille de la population scolaire et les cartes régionales de la pauvreté. Les écoles sélectionnées sont celles où les indices de pauvreté, de malnutrition et de carences scolaires sont les plus élevés; elles se trouvent principalement dans les régions montagneuses et rurales. Toutefois, le projet compte aussi certaines écoles situées



en milieu urbain dont les élèves souffrent de graves problèmes de malnutrition. Les écoles sont sélectionnées en coordination étroite avec le Projet de la Conférence des Evêques de l'église catholique, financé en grande partie par l'Union européenne, et qui fournit des repas dans les écoles primaires. Lors de la première année d'exécution du projet, le gouvernement a toutefois insisté pour inclure certaines écoles de la province de Guayas qui n'avaient pas été retenues initialement.

17. La comparaison entre les objectifs et les résultats du projet montre que le projet progresse de manière satisfaisante (voir tableau ci-dessous). Les entreprises privées chargées de la fabrication des biscuits et de la boisson ont mis en place un système de distribution qui garantit l'arrivée ponctuelle des aliments, même dans les écoles les plus éloignées. Les livraisons se font à dos d'âne, par canoë ou par petit avion pour atteindre les écoles situées dans la région amazonienne.

**COMPARAISON ENTRE LES OBJECTIFS ET LES RÉSULTATS DU PROJET  
(au 28 février 1997)**

Résultats	Objectif fixé au plan d'opérations	Prévu	Chiffres effectifs au 28.02.97	Pourcentage des réalisations
Garçons et filles recevant un repas	500 000	500 000	490 680	98
Enseignants recevant un repas	-	-	19 120	
Nombre d'écoles concernées	7 000	7 000	6 233	89
Nombre de biscuits distribués	240 000	100 000	73 788	74
Nombre de boissons distribuées	240 000	100 000	65 133	65
Journées par an	160	160	152	95
Contribution gouvernementale	26 991	10 496	8 342	81

18. Il n'a pas été possible de chiffrer la baisse de l'absentéisme chez les élèves participant au projet car l'information fournie par les directeurs d'école sur la fréquentation des enfants est souvent faussée et incomplète. Pour pallier ce problème, une nouvelle méthode est en cours d'élaboration pour la présente année scolaire, qui s'appliquera dans des écoles spécialement sélectionnées où les indicateurs appropriés seront mesurés. Cependant, les rapports des agents sur le terrain et l'information fournie par les parents et les enfants font apparaître que le projet a eu des effets positifs: il a favorisé une fréquentation plus régulière des élèves, la capacité de concentration des enfants s'est améliorée et ils sont plus actifs.
19. Il est important de souligner le rôle des femmes dans la préparation des repas, la gestion et les prises de décisions dans le cadre des activités du projet. Les femmes sont particulièrement conscientes des avantages que leurs enfants retirent du projet et participent activement aux activités. Les associations de parents d'élèves et



d'enseignants jouent un rôle actif dans la gestion et la préparation des repas, et fournissent des épices et du gaz pour les fourneaux afin de réduire la consommation de bois de feu. En outre, les associations de parents d'élèves ont organisé la construction de cuisines et de petites réserves dans des écoles qui n'en étaient pas équipées.

20. Dans le cadre de ses activités d'information, le projet a permis de produire du matériel publicitaire: des affiches qui ont été distribuées dans toutes les écoles et une cassette vidéo qui a été envoyée à l'administration provinciale et à la presse. Par ailleurs, un guide des procédures du projet a été mis au point et une formation dispensée au personnel de contrepartie.
21. L'assistance technique fournie par le PNUD par l'intermédiaire de l'UGP financée par le gouvernement a permis une amélioration globale des résultats du projet.

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

22. Le petit déjeuner nourrissant distribué aux élèves complète leur régime alimentaire insuffisant et les incite à fréquenter l'école plus régulièrement.
23. Le projet cible les élèves les plus pauvres vivant dans des régions où l'incidence de la pauvreté et de la malnutrition est élevée.
24. La distribution des produits alimentaires est compliquée car les écoles sont situées dans des zones reculées. Pour y remédier, les entreprises sous contrat ont mis au point plusieurs mécanismes qui permettent de distribuer les rations en temps voulu. Parallèlement, l'UGP surveille leurs activités, garantissant ainsi un meilleur contrôle.
25. Les communautés participent activement au projet, sauf dans les écoles situées dans les agglomérations urbaines des provinces côtières, qu'il faudra superviser plus étroitement.
26. L'enquête initiale ayant révélé une mauvaise connaissance du projet parmi les parents et les enseignants qui vivent dans les régions isolées, il conviendra d'intensifier les activités d'information dans ces zones.
27. Il faudra renforcer, au niveau local, la coordination avec les projets mis au point par le Ministère de l'éducation et de la culture avec l'appui financier de la Banque mondiale et de la BID.
28. La nouvelle méthodologie élaborée pour mesurer les taux d'absentéisme et de fréquentation scolaire dans certaines écoles sélectionnées devra être achevée. Elle remplacera la base de données originale, inefficace.
29. La formation du personnel de l'UOAS par celui de l'UGP devrait être renforcée à l'échelon central et provincial pour que le Ministère de l'éducation prenne une plus grande part de responsabilité dans le projet. Le mandat d'un consultant, financé par le gouvernement, pour établir un plan de gestion a été établi: il est actuellement à l'étude au Ministère de l'éducation.



30. Les données relatives à l'état nutritionnel des élèves devront être collectées à la fin de chaque année scolaire pour permettre d'évaluer l'impact du projet avec plus d'exactitude.
31. Il faudra s'en tenir strictement aux critères de sélection adoptés pour le projet et ajuster la programmation en conséquence.



## ANNEXE I

**UTILISATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES**  
(au 28 février 1997)

Produit alimentaire	Quantité engagée	Engagement révisé <sup>1</sup>	Quantité livrée	Quantité distribuée	Quantité monétisée
Lait écrémé en poudre	1 560	1 560	578	423	-
Farine de blé	6 960	7 165	7 187	4 428	2 710
Farine de blé destinée à être monétisée/échangée	14 600	-	-	-	-
Blé		14 750	5 600	-	5 600
Poisson en boîte		109	-	-	-
<b>Total</b>	<b>23 120</b>	<b>23 584</b>	<b>13 740</b>	<b>4 851</b>	<b>8 310</b>

<sup>1</sup> L'assortiment alimentaire a été révisé en fonction des disponibilités alimentaires du PAM.

**MONÉTISATION**

Produit alimentaire	Quantité (tonnes)	Coût par tonne (dollars)	Recettes (dollars)
Farine de blé	2 716	330	896 633
Blé	5 600	205	1 148



## ANNEXE II

<b>UTILISATION DE LA CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT</b> <i>(en dollars)</i>
--

Poste de dépense	Montant total engagé	Montant prévu au 28/02/97	Montant utilisé	Pourcentage
Dépenses de personnel	1 4	589 375	233 870	40
Achats locaux de produits alimentaires, transformation, emballage, transport jusqu'aux écoles	22 1	8 615	6 450	75
Taxes portuaires, entreposage, manutention, transport	1 1	480 094	438 250	91
Equipement, fournitures de bureau et amélioration de l'infrastructure des cantines	688 0	465 750	93 330	20
Contrôle de la qualité des rations	15 0	5 000	2 840	57
Formation	15 0	5 000	3 730	75
Vérification des comptes	20 0	-	2 400	-
Gestion du projet par le PNUD	1 3	504 868	409 270	81
Assistance technique	108 0	36 000	-	-
Suivi	15 0	5 000	-	-
Appels d'offres/autres	59 0	29 000	35 800	123
<b>Total</b>	<b>26 9</b>	<b>10 735</b>	<b>7 670</b>	<b>71</b>

